

## 6 mars 2021 - Le Sud-Ouest



Jacques Dousset, Catherine Aime et Charles d'Huyvetter© Crédit photo : Loïc Déquier / SUD OUEST

Lors d'un rendez-vous fixé le 5 mars devant la gare d'Agen, les opposants au train à très grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse ont contesté les positions de la SNCF au soutien du projet

Le dossier LGV refait surface en Lot-et-Garonne. À la faveur d'un courrier de l'association Très Grande Vigilance en Albret, membre de Coordination 47, expédié aux parlementaires lot-et-garonnais et présidents d'exécutifs locaux notamment. Une lettre dont Catherine Aime, Charles d'Huyvetter et Jacques Dousset ont rendu public les éléments depuis le parvis de la gare d'Agen, ce vendredi 5 mars.

Sans surprise, la missive déroule une pelote d'arguments contraires à la réalisation du projet de ligne ferroviaire entre les métropoles de Bordeaux et Toulouse que ces militants combattent avec détermination depuis des années. D'abord en rappelant que les arguments chiffrés de la SNCF ne correspondent pas à la réalité.

Bref, on use de chiffres mensongers pour faire accepter ce projet aux collectivités et à la population”

« Les études menées dans le cadre du projet d'amélioration de l'axe ne conduisent pas à penser qu'il existe une demande suffisamment importante pour mettre en œuvre ce type de liaison spécifique. À cela il faut ajouter que la ligne actuelle est à moins de 50 % de son niveau de saturation. Enfin, le trafic en gare d'Agen n'a pas progressé. RFF prévoyait 2,5 millions de passagers en 2019 alors qu'il est de 1,2 million. Bref, on use de chiffres mensongers pour faire accepter ce projet aux collectivités et à la population », résumant les opposants.

### **Réhabiliter ? C'est quatre fois moins cher**

Le timing de cette publication ne doit rien au hasard. 28 millions vont être accordés par le gouvernement pour de nouvelles études dans le cadre du Plan de relance. « On veut que cet argent aille plutôt à la modernisation de la ligne actuelle, que nous défendons depuis le début. Le projet GPSO, c'est 13 milliards. Réhabiliter coûterait quatre à cinq fois moins cher. »

L'argument fait mouche chez certains quand le forcing pour la construction de cette ligne soutenu par les élus d'Occitanie ne faiblit pas. « Au-delà du gaspillage d'argent public, cette LGV est aussi un drame humain pour de très nombreuses familles qui craignent à raison de perdre leur bien, leur environnement, leurs repères, et pour aller où ? On dénombre une quarantaine de propriétaires concernés », conclut le trio.